



Lettre n° 279 du 19 mars 2023

Au sommaire :

- **Macron a voulu mettre le pays à sa botte, il le dresse contre lui ! Nous pouvons le faire plier, lui et ses amis du CAC40, par la grève, les blocages, les manifestations !** - *Galia Trépère*
- **La faillite de Silicon Valley Bank et la menace de crise financière, le capitalisme malade de lui-même...**
Daniel Minvielle
- **Retour sur 1995, le mouvement de novembre-décembre, le score d'Arlette Laguiller à la présidentielle : un tournant, une occasion manquée, des enseignements pour aujourd'hui** - *Yvan Lemaitre*

Macron a voulu mettre le pays à sa botte, il le dresse contre lui ! Nous pouvons le faire plier, lui et ses amis du CAC40, par la grève, les blocages, les manifestations !

En usant du 49.3, Macron voulait montrer son pouvoir, plier le mouvement, les travailleurs et les militant.es, celles et ceux qui contestent sa politique, à sa volonté, la volonté des groupes capitalistes dont il est le serviteur. « *En l'état, les risques financiers, économiques sont trop grands* », a-t-il précisé. Pour ses amis du CAC40, pour leurs profits et dividendes, pas question de céder à la pression de l'opinion populaire, à deux mois de grandes manifestations et de grèves, comme il en a éclaté aussi dans plusieurs pays d'Europe.

Eh bien il a raté son coup. Loin de désarmer le mouvement, son coup de force a obtenu l'effet inverse, augmenter la colère et la révolte. A peine connu l'usage du 49.3, des dizaines de milliers de manifestant.e.s se sont rassemblé.e.s dans la soirée du jeudi dans un grand nombre de villes, dont Paris, sur la place de la Concorde face à l'Assemblée nationale. En Bretagne, à Paris, à Marseille, les violences policières se sont déchaînées contre les manifestant.e.s ainsi que, le lendemain matin, contre les piquets des grévistes éboueurs et des salariés des centres de traitements des déchets et de leurs soutiens, puis dans les heures et jours qui ont suivi contre des manifestations dites « sauvages ». Une multitude d'actions ont eu lieu, réoccupation de ronds-points des Gilets jaunes, tractages, blocages de zones de fret et de dépôts de logistique par des interpros, poses de banderoles, cortèges dans des centres commerciaux, autant d'initiatives encouragées par le très bon accueil de la population.

Au-delà du refus de la réforme des retraites, c'est bien la révolte contre leur monde qui s'exprime, un ras-le-bol général contre ce pouvoir arrogant au service du capital.

Suites de la mascarade parlementaire

Macron a coupé court au pseudo débat démocratique sur la réforme au Parlement dont il avait par avance truqué la procédure à coups d'artifices de la Constitution mais le déni de démocratie est bien plus global que ce dernier épisode. C'est bien tout l'échafaudage institutionnel qui est un déni de démocratie, qui protège le véritable pouvoir, celui des groupes capitalistes et de la machine d'État qui les protège.

La comédie parlementaire doit connaître de nouvelles péripéties avec le dépôt de motions de censure qui peuvent, si elles sont votées majoritairement, faire tomber le gouvernement. Le RN qui entend bien récolter les fruits de son positionnement d'opposant à Macron, tout en se montrant respectueux de l'ordre social, en dépose une mais il a annoncé que ses député.es voteraient toutes les motions de censure présentées contre le gouvernement. La Nupes a retiré sa propre motion de censure pour soutenir celle du groupe parlementaire LIOT (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires), une motion se voulant « *transpartisane* ». Ainsi pourrait se constituer la majorité des Non à la réforme que Macron a voulu éviter en actionnant le 49.3 si toutefois elle recueille 25 voix de plus que celles additionnées de LIOT, de la Nupes et du RN. Réponse lundi, mais même si elle était majoritaire, le plus probable est qu'il n'y aurait qu'un remaniement ministériel et que Macron ne retirerait pas pour autant sa réforme ni ne dissoudrait l'Assemblée. Sans compter que s'il y avait dissolution, tout laisse à penser que le principal bénéficiaire serait le Front national.

Nous n'avons rien à attendre de ces jeux institutionnels qui visent à censurer, à étouffer l'expression de notre révolte. Si le Parlement est sens dessus dessous, c'est à cause du mouvement de masse, des grèves, des manifestations, de la force et de la révolte des travailleurs qui s'expriment dans les mobilisations. Leur agitation n'est que l'expression de leur trouille.

Il ne faudrait pas croire non plus que la proposition d'un référendum « *d'initiative partagée* » avancée par Stéphane Peu, du Parti communiste puisse permettre de satisfaire nos exigences. Cet outil introduit dans la constitution en 2008, tient du genre « *mission impossible* », puisqu'il faut obtenir 4,5 millions de signatures dûment vérifiées par le Conseil constitutionnel et que la procédure dure 9 mois au minimum.

Il faut être vraiment très soucieux de la stabilité de l'ordre social pour trouver de tels substituts à la lutte, alors qu'un mouvement de masse inédit se développe dans le pays.

Abrogation de la réforme, augmentation des salaires et des pensions

Sans attendre la date de mobilisation prochaine fixée par l'Intersyndicale, bien lointaine puisque c'est le jeudi 23 mars, semble-t-il choisi pour ne pas risquer de perturber les épreuves du Bac, la fraction la plus mobilisée et déterminée du mouvement a multiplié les initiatives, blocages et rassemblements en soutien à des entreprises ou des secteurs en grève comme les cheminots, les raffineurs, les énergéticiens, les éboueurs, manifestations sauvages, occupation de places ou de voies de chemin de fer, etc. Des salarié-e-s choisissent de faire grève pour se donner le temps de militer pour la grève générale. Lundi et mardi ont lieu les épreuves anticipées du Bac formule Blanquer que de très nombreux enseignants contestent. Beaucoup ont prévu et organisé, malgré les difficultés, une grève des surveillances et corrections et donné des rendez-vous devant l'entrée de lycées pour sensibiliser leurs collègues et les lycéens. En somme, comme le dit un de leurs slogans « *ni Bac Blanquer ni retraite de misère* ». La plupart des syndicats enseignants soutiennent ces actions.

Des assemblées générales de lutte, des coordinations de collectifs prennent forme et s'organisent afin de ne pas laisser à la seule intersyndicale l'initiative, afin de regrouper et donner des perspectives à tou-te-s les militant-e-s du mouvement, afin que celui-ci s'organise démocratiquement.

Même adoptée, la réforme peut être abrogée, et Macron et son gouvernement obligés de la retirer. Nous pouvons

gagner de nouvelles forces au mouvement en posant les problèmes auxquels sont confrontés l'ensemble des travailleur-e-s et de la population, les difficultés de plus en plus grandes à vivre correctement à cause de la faiblesse des salaires alors que les prix explosent. De nombreuses grèves sur les salaires ont éclaté en particulier à l'occasion des NAO, entreprise par entreprise, mais il s'agit bien d'un problème politique, tout comme la réforme des retraites, et général. C'est l'ensemble de la classe capitaliste qui augmente ses profits en augmentant ses marges bénéficiaires par la hausse des prix. Toutes et tous ensemble, par une généralisation de la grève, on peut leur imposer une augmentation conséquente des salaires, des pensions et des minimas sociaux et l'indexation des salaires sur le coût de la vie.

Derrière la crise politique et sociale, la faillite de leur monde

C'est bien une révolte contre l'ensemble du système qui anime un très grand nombre de militant-e-s du mouvement, travailleur-e-s avec ou sans emploi, jeunes, femmes, retraité-e-s. Leur monde, le système capitaliste, apparaît comme un monde failli qui mène tout droit à la régression sociale, à la crise écologique qui menace de destruction notre planète, à la militarisation de la société et à la guerre.

Aussi bien la gauche politique que la gauche syndicale ne remettent pas en cause les bases de la société de classe, la propriété privée capitaliste. Sans parler de Laurent Berger qui trouve tout naturel d'aller parlementer avec les députés de droite, les dirigeants syndicaux ne remettent pas en question l'exploitation capitaliste elle-même, ils voudraient seulement l'adoucir. Or c'est strictement impossible, les capitalistes ne feront des concessions que s'ils sont menacés de tout perdre, leur pouvoir lui-même.

Nous ne pouvons pas savoir quelle sera l'issue de la bataille en cours, si toutes celles et ceux qui cherchent à surmonter la dérobade de l'intersyndicale auront la force de construire la grève générale nécessaire pour faire plier le pouvoir mais de toutes les façons, le combat que nous avons engagé est un combat à long terme. D'ores et déjà, notre mouvement est un acquis considérable par l'ensemble des liens collectifs et démocratiques qui se construisent, de l'unité réalisée à la base, de l'indépendance politique conquise sur les appareils, l'entrée en lutte de la jeunesse. C'est cela qui peut nous permettre de gagner et c'est cela aussi qui permettra de poursuivre la lutte pour en finir avec le vieux monde.

Galia Trépère

La faillite de Silicon Valley Bank et la menace de crise financière, le capitalisme malade de lui-même...

Depuis l'annonce, vendredi 10, de la faillite de Silicon Valley Bank (SVB), seizième banque des Etats-Unis, ainsi que de deux autres banques de moindre importance

(Silvergate mercredi 8, Signature Bank dimanche 12), des craquements se sont fait entendre et se sont répercutés dans le système financier mondial. En Europe, les indices

boursiers, dont le CAC40, se sont effondrés, tout comme le cours des banques, telles BNP Paribas, Société Générale, etc. Le Crédit Suisse, un fleuron du « paradis de la finance », se retrouvait, en début de semaine, au bord de la faillite, ainsi qu'une quatrième banque américaine, First Republic...

Des mesures étaient prises dès dimanche par le Trésor américain et la FED (banque centrale US) pour tenter de limiter les conséquences de ces faillites, en particulier celle de SVB afin d'éviter la fermeture de dizaines de milliers de start-ups dont elle détenait les dépôts. Le remboursement de ces derniers sera entièrement pris en charge par l'Etat et la FED au-delà de la limite de 250 000 dollars garantis par le système de protection bancaire US. Sur les 175 milliards que SVB détenait en dépôt, 24 seulement sont couverts par cette garantie. La différence, 151 milliards, sera payée par l'Etat et la FED qui participera à hauteur de 25 milliards. Pour tenter de sauver le Crédit Suisse de la faillite, la banque nationale suisse lui accordait, dans la nuit de mercredi 15, un prêt de 50 milliards de francs suisses. Mais après une remontée jeudi matin, son cours en Bourse continuait de baisser, au point que ce dimanche 19, sous la pression des autorités suisses, la banque UBS entamait des négociations pour racheter la banque en péril et éviter la poursuite de l'effondrement à la reprise des Bourses lundi matin. Aux Etats-Unis, 11 grandes banques, parmi lesquelles JP Morgan, Bank of America, Citigroup, et Wells Fargo, viennent de voler au secours de First Republic en lui versant 30 milliards de dépôt. Une occasion, selon ces bons samaritains, de « réaffirmer leur confiance dans le système bancaire »...

Cette préoccupation les anime tous, la patronne du Trésor US Janet Yellen, ou encore Bruno Le Maire qui assurait lundi « je ne vois pas de risque de contagion. [...] les banques françaises sont solides ». Il s'agit de « rassurer les marchés », « affirmer leur confiance », éviter que la panique débouche sur le krach généralisé que tout le monde sait inévitable. Mais la rapidité et l'ampleur des mesures qui ont été prises, le fait que tous s'escriment à nous rabâcher que la situation est sous contrôle est bien le signe de leur panique face à une situation qui leur échappe.

Un démenti également à ceux qui pensent que les superprofits dégagés au cours des derniers mois par quelques grandes multinationales, les méga-dividendes versés à leurs actionnaires, seraient la preuve que le capitalisme se porte bien et que l'accentuation des inégalités sociales jusqu'à un niveau de plus en plus insupportable relèverait simplement de l'exacerbation de l'exploitation du travail dans le cadre d'un rapport de force de plus en plus défavorable aux classes populaires. L'effondrement en moins de 48 heures d'une banque comme la Silicon Valley Bank, réputée solide et saine ainsi que celui de ses consœurs, les répercussions qu'ils ont sur la finance internationale, nous confortent au contraire dans la thèse que le capitalisme financiarisé mondialisé est entré dans une marche irréversible à la faillite dont ces banqueroutes et leurs conséquences sont des symptômes.

Du développement accéléré de Silicon Valley Bank à sa faillite brutale...

Contrairement aux organismes financiers qui étaient à l'origine de la crise des « subprimes » de 2007, la Silicon Valley Bank n'était pas minée par une montagne de titres insolubles qui s'étaient disséminés dans l'ensemble de l'appareil financier mondial. SVB n'a disséminé aucun titre toxique et disposait, jusqu'à sa faillite, de fonds pour une bonne part constitués d'obligations et de bons du trésor, ce qui se fait de mieux en termes de solidité financière. Alors, comment a-t-elle fait faillite ? En quoi cette faillite est-elle représentative d'un système économique en crise profonde ?

Spécialisée dans l'accompagnement financier des start-ups, Silicon Valley Bank a connu un important développement ces dernières années avec l'envolée, pendant la pandémie, des « valeurs technologiques » cotées au Nasdaq, dont celle des GAFAM.

Les start-ups sont, à leurs débuts, des entreprises de très petite taille qui ne dégagent aucun revenu. Leur activité consiste à « imaginer » et développer un « produit » - principalement dans le « numérique » mais pas seulement - et à lui trouver un marché, dans l'espoir, à terme, de s'imposer comme nouvelle « marque » ou d'être rachetée par un groupe important. Des centaines de milliers de start-ups naissent chaque année, mais, selon les statistiques, seulement 10 % « réussissent ». Les débuts se font aux seuls frais de leurs « fondateurs », avec l'aide de « pépinières d'entreprise » mises à disposition par diverses institutions, publiques, universitaires, privées... Lorsque le projet est suffisamment avancé, la « jeune pousse » peut prétendre à un financement auprès de fonds de capital-risque. En réalité, seules 25 % obtiennent cette première levée de fonds indispensable à leur développement, pour payer salaires, loyers et équipements alors qu'elles sont toujours incapables de s'autofinancer. Le financement n'est bien évidemment obtenu que si le projet en cours laisse entrevoir de juteuses perspectives à « l'investisseur », qui s'assure d'en bénéficier par des contrats ad hoc. D'autres levées de fond s'enchaînent, dans les mêmes conditions, jusqu'à l'aboutissement du projet... ou son abandon en cours de route, le bailleur de fonds perdant alors sa mise. Au bilan, seules 40 % des start-ups qui obtiennent un premier financement arrivent au bout. Mais on peut faire confiance aux requins du capital-risque pour avoir intégré les 60 % d'échecs dans leurs calculs et s'être assurés d'une marge suffisante sur ceux qui aboutissent pour que l'ensemble reste largement rentable...

C'est dans ce mécano qu'intervenait la Silicon Valley Bank. Elle-même intimement liée aux fonds de capital-risque à qui elle prêtait de l'argent et dont certains étaient ses actionnaires, sa principale activité consistait à accueillir en dépôt les sommes obtenues par les start-ups dans leurs levées de fonds et dans lesquels elles puisaient en fonction de leurs besoins. L'euphorie, alimentée par les milliards distribués par la FED, qui a régné pendant des mois sur le Nasdaq, en particulier sur les valeurs des GA-

FAM -symboles s'il en est des start-ups « ayant réussi »-, a eu pour effet d'augmenter le nombre de start-ups et les sommes investies par le capital-risque. Fin 2022, avec 35 000 clients, la Silicon Valley Bank avait en dépôt 179 000 milliards de dollars. A mesure que l'argent affluait, elle a cherché un refuge sûr en investissant dans des bons du Trésor américain et autres titres obligataires. Le montant de ces placements est passé d'environ 27 milliards de dollars début 2020 à quelques 121 milliards fin 2021.

Mais ce processus de croissance a pris fin avec l'entrée en crise des GAFAM, au cours de l'année 2022. Après deux années de croissance folle de la valeur de leurs actions pendant la période du covid, la tendance s'est inversée du fait, entre autres, du ralentissement des marchés et de l'inflation. En un peu plus d'un an, la dégringolade à la Bourse a été violente : - 75 % pour Meta (Facebook) ; - 61 % pour Intel ; - 41 % pour Amazon ; - 36 % pour Alphabet (Google) ; - 31 % pour Microsoft ; - 19 % pour Apple. Cette chute des valeurs du secteur numérique a refroidi les ardeurs des spéculateurs du capital-risque. Pour les start-ups, obtenir un financement est devenu plus difficile.

C'est dans ce contexte que, mercredi 8, le bruit s'est répandu que la banque était en difficulté. Les déposants, conseillés par leurs bailleurs de fonds, se sont précipités sur leurs ordinateurs pour retirer leurs dépôts et les placer dans d'autres banques. Dans la journée de jeudi, 42 milliards de dollars étaient retirés, 1,2 million par seconde ! La banque s'avérait incapable de suivre. La vente d'obligations pour tenter d'obtenir l'argent nécessaire à assurer les retraits révélait que leur valeur était bien inférieure à ce qu'elle était au moment de leur achat. Cette perte de valeur pour des titres pourtant réputés sûrs est une des conséquences de la hausse des taux pratiqués par la FED au cours des derniers mois. Les obligations émises récemment, donc à un taux plus élevé, permettent à leurs détenteurs d'obtenir un meilleur rendement que celles détenues par la Silicon Valley Bank, acquises alors que les taux étaient plus bas. De ce fait, celle-ci ne pouvait vendre ses vieux titres qu'à un prix inférieur à celui de leur achat, entraînant une perte de 15 milliards de dollars.

La suite s'imposait d'elle-même. Après avoir en vain tenté de trouver un repreneur, la banque se déclarait en faillite. Cela déclenchait l'intervention des autorités financières US, qui prétendent vouloir sauver les start-ups de la faillite, ainsi que leurs emplois. En réalité, c'est au secours des milliards investis par le capital-risque qu'elles volent, ce dernier ne pouvant récupérer sa mise que si les start-ups sur lesquelles il a misé peuvent mener leurs travaux à terme...

Le PDG de la banque avait, pour sa part, organisé son propre « sauvetage ». Bien conscient du risque que faisait courir la dépréciation des obligations, il avait vendu, dès le 23 février, ses propres actions pour un total de 3,6 millions de dollars. Il n'était pas le seul à retirer ses billes avant l'effondrement, c'était aussi le cas des autres grands actionnaires, pour une bonne part des fonds d'investis-

sement et de capital-risque. Par ailleurs, selon *les Echos*, des traders se sont précipités sur les actions de Silicon Valley Bank alors qu'elles s'effondraient de 60 % dans la journée de jeudi et vendredi matin. Anticipant la faillite de la banque, ils se sont lancés dans une vaste opération de « vente à découvert » qui consiste à vendre un titre que l'on n'a pas encore, mais que l'on achètera plus tard quand son prix aura baissé... Dans un contexte d'effondrement des valeurs, chaque opération permet de dégager une plus-value qui s'accumule d'autant plus que la vitesse du trading est rapide et les transactions nombreuses. 38 millions de titres auraient ainsi été vendus à découvert dans la seule journée de jeudi, permettant aux traders qui étaient à la manœuvre de « gagner » 500 millions de dollars sur le dos de boursicoteurs moins avisés...

... un cas d'école

Mais ce ne sont pas ces pratiques de vautour qui ont précipité la faillite de la banque, pas plus qu'elles ne sont responsables de ses répercussions sur l'ensemble du système financier. La faillite de Silicon Valley Bank n'a rien de « spécifique » qui en ferait un cas à part, non représentatif du fonctionnement et de la « santé » du capitalisme financiarisé mondialisé. Les mécanismes de la croissance de la banque, de son fonctionnement comme de son effondrement en sont au contraire des illustrations.

La croissance et le déclin de la banque sont intimement liés à la fièvre inflationniste délirante qui a régné, en 2020 et 21, sur les marchés de la « tech », GAFAM en tête, boosté par le développement de l'e-commerce pendant la pandémie, et les milliers de milliards d'argent gratuit distribué par la FED. Le développement de l'inflation, le ralentissement économique, se sont traduits ensuite par une diminution des profits des GAFAM, entraînant leur effondrement en bourse, tandis que la FED réduisait sa politique d'argent gratuit et commençait à remonter ses taux directeurs, faisant le choix de la récession. Cette récession a touché l'écosystème des start-ups, pour lesquelles il est devenu plus difficile d'obtenir des financements, les fonds de capital-risque se montrant plus regardants sur les perspectives portées par les projets qui leur étaient présentés. Quant à l'augmentation des taux, elle s'est traduite pour la banque, comme on l'a vu, par une dépréciation importante de ses fonds de réserve, la rendant incapable d'assurer ses engagements. Cette situation n'est bien évidemment pas propre à la SVB, mais concerne tous les détenteurs d'obligations, et c'est un des facteurs qui alimente les craintes, fait que la « *perte de confiance* » dans la santé du système se répand, menace de propager la contagion des faillites.

« Entre ravin et précipice »

Cela illustre concrètement l'impasse dans laquelle se trouvent les banques centrales, prises, comme l'écrit le journal *Les Echos*, « *entre ravin et précipice* ». Les banques centrales ont fait le choix, alors que l'inflation s'installait pour durer, de durcir leur politique monétaire, de mettre fin, ou du moins de limiter les injections massives d'argent

dans le système financier, et d'augmenter leurs taux directeurs, auxquels elles prêtent de l'argent aux banques. Comme on peut l'observer, ces mesures n'ont en réalité aucun effet sur l'inflation qui trouve ses racines dans la prédation massive que pratiquent les grandes multinationales pour assurer leurs profits. La hausse des taux directeurs est répercutée par les banques sur les taux auxquels elles accordent leurs prêts. C'est un facteur d'inflation et de ralentissement de l'économie, d'aggravation du poids de la dette, de krach financier comme vient de le montrer la faillite de Silicon Valley Bank et les perturbations qu'elle entraîne sur les bourses, particulièrement sur les valeurs bancaires.

Face à ce risque de krach, pour le limiter à défaut de pouvoir l'éviter, elles sont contraintes de relâcher la « pression monétaire », de rouvrir les vannes de la perfusion d'argent frais au capital privé. C'est ce que vient de faire, dans l'urgence, la banque nationale suisse. Ce qu'a fait aussi la FED avec son intervention concernant les dépôts des banques en faillite et sa promesse, dès dimanche 12, de mettre « à disposition des fonds supplémentaires pour permettre aux banques de répondre aux besoins de tous leurs déposants » afin d'assurer « la capacité du système bancaire à protéger les dépôts et à assurer la fourniture continue d'argent et de crédits à l'économie »... La BCE, en réunion jeudi sur les questions monétaires, a décidé, elle, une nouvelle augmentation de 0,5 % de ses taux directeurs... ce qui ne préjuge en rien de ce qu'elle pourrait être contrainte de faire dans les jours qui viennent.

En finir avec un système qui nous entraîne dans sa ruine

Ce dilemme dans lequel se trouvent prises les banques centrales, la nécessité où elles sont de louvoyer pour tenter à chaque instant d'éviter le pire est un des symptômes de la faillite du capitalisme. Les superprofits engrangés par les grandes multinationales, les méga dividendes versés à leurs actionnaires alors que l'immense majorité subit de plein fouet les effets de l'inflation ne sont en aucun cas

une preuve de la santé du capitalisme. Ils sont l'expression d'un système hors contrôle, devenu fou, atteint par le développement de sa maladie organique, l'accumulation pour l'accumulation, le profit pour le profit, une maladie proche du stade final auxquels les médecins du FMI ou des banques centrales ne peuvent appliquer que des soins palliatifs aux effets contradictoires.

Le redoublement des attaques sociales auxquelles nous devons faire face n'est pas la simple expression de la soif de profit des classes dominantes mais une des conséquences de la sénilité du capitalisme, de la crise d'accumulation à laquelle il se trouve confronté, de la nécessité où il se trouve pour assurer un équilibre financier incertain d'accroître en permanence la masse de profits qu'il réalise au détriment de la société par une accentuation sans fin de l'exploitation du travail et de la nature.

Lutter contre ces offensives est une nécessité et une urgence, mais ne peut se réduire à la revendication d'une autre répartition des richesses. La lutte pour nos droits les plus immédiats, les droits de vivre dignement, s'inscrit nécessairement dans une perspective bien plus large : l'élimination d'un système économique qui détruit la planète, engendre guerres et famines. Un système qui nous maintient, comme vient de nous le rappeler la faillite brutale de Silicon Valley Bank et de ses semblables, sous la menace permanente de catastrophes financières capables d'anéantir en quelques jours des pans entiers de l'appareil de production, de réduire des centaines de milliers de personnes au chômage dans une économie paralysée par une crise majeure du crédit.

Au moment où nous écrivons, les diverses mesures prises n'ont pas réussi à stopper l'hémorragie boursière, tout au plus à la ralentir, et nul ne sait comment la situation financière va évoluer. Mais une chose est certaine : il est plus que temps, pour les révolutionnaires, de prendre à bras le corps la question de la stratégie révolutionnaire, celle de la possibilité et de l'urgente nécessité d'une révolution sociale.

Daniel Minvielle

Retour sur 1995, le mouvement de novembre-décembre, le score d'Arlette Laguiller à la présidentielle : un tournant, une occasion manquée, des enseignements pour aujourd'hui

Depuis presque un mois, les comparaisons et analogies fleurissent entre le mouvement contre la réforme des retraites et le mouvement contre le plan Juppé contre les retraites et la Sécurité sociale de novembre-décembre 1995. Ce retour à 95 nous aide à mettre en perspective le mouvement actuel, à comprendre sa place dans l'évolution sociale et politique des rapports de force afin de nous permettre de mieux comprendre nos tâches actuelles et à venir à la lumière de l'expérience passée, d'en tirer les enseignements, de mesurer nos limites pour mieux les surmonter. Chaque mouvement a sa spécificité, son caractère inédit. La période qui voit le mouvement de no-

vembre-décembre 95 répond à des caractéristiques bien différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui. Elle s'inscrit dans un moment politique particulier déterminé à l'échelle internationale par les suites de la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS. L'offensive libérale et impérialiste orchestrée par les USA triomphe. Ici, on sort des années 1980, avec les réformes libérales des gouvernements Mitterrand, les politiques d'austérité. La gauche s'est totalement intégrée à la politique et à l'idéologie libérales, participe sans réserve à l'offensive capitaliste alors que le PC est vidé de toute force après sa participation au gouvernement Mitterrand et l'effon-

drement de la bureaucratie issue du stalinisme sans autre perspective que la liquidation de l'URSS pour rejoindre le monde capitaliste occidental, l'affairisme le plus corrompu. Le Monde titrait une « *première mobilisation contre le monde néolibéral* ». Effectivement, l'année 1995 prend le sens social et politique d'un premier sursaut du monde du travail et de ses organisations face à l'offensive libérale des classes dominantes en lutte pour le maintien du taux de profit, un sursaut social, le mouvement de novembre-décembre, un sursaut politique, pour la première fois depuis des décennies, une candidate révolutionnaire, trotskyste, Arlette Laguiller, a recueilli à l'élection présidentielle fin avril 1 615 552 voix, soit 5,30 %. Les deux se conjuguent du point de vue des perspectives du mouvement ouvrier révolutionnaire et prennent une signification historique dont, malheureusement, ce dernier ne sera pas pleinement en mesure de s'emparer.

Après la cohabitation droite-gauche, la droite de retour au pouvoir provoque le mouvement ouvrier

A l'issue des élections législatives de 1993, la droite est revenue au gouvernement, Balladur est premier ministre. Puis, l'élection de mai 1995 élit Chirac président de la République. C'est la fin de la cohabitation orchestrée par Mitterrand, la possibilité pour la droite d'assurer ses positions en accentuant l'offensive contre le monde du travail et ses organisations espérant bénéficier de la démoralisation engendrée par la capitulation de la gauche.

L'été 1993, Balladur avait imposé, dans la continuité de la politique entamée par la gauche, une réforme des retraites qui faisait passer, pour les seuls travailleurs du privé, la durée de cotisation nécessaire pour un « *taux plein* » de 37,5 à 40 ans, attaque qui créait la division entre public et privé qui pèse encore aujourd'hui.

Deux ans plus tard, la droite poursuit l'avantage. Chirac annonce une réforme de l'assurance-maladie, un « *contrat de plan* » d'austérité à la SNCF et la généralisation de la mesure Balladur qui augmente la durée des années de cotisation pour une retraite à taux plein de 37 ans et demi à 40 ans pour les retraites du public (régimes « *spéciaux* » compris). La réforme du financement de l'assurance maladie remettait en cause sa gestion paritaire syndicats-patronat et menaçait ainsi des positions institutionnelles majeures pour les appareils syndicaux que ni FO ni la CGT ne pouvaient accepter.

L'annonce qu'il n'y aurait aucune mesure d'augmentation générale pour les fonctionnaires en 1996, puis celle de la remise en cause de tous les régimes de retraite particuliers dont bénéficiaient les salariés de la fonction publique déclencha les hostilités.

La CGT et FO gardent le contrôle d'un mouvement dont la direction ne leur est pas contestée

Le mouvement fut impulsé et dirigé par FO et la CGT, la CFDT soutenant la réforme de la Sécu, à travers une série

de journées de mobilisation, les temps forts. Les cheminots en furent la force motrice militante. Le 10 octobre pour les fonctionnaires ; le 14 novembre pour la défense de la Sécurité sociale, à l'appel des cinq confédérations plus les syndicats d'enseignants, FEN et FSU ; le 14 novembre avec des manifestations dans toute la France ; le 24 novembre et le 28 novembre, deux journées qui virent le démarrage de la grève générale proprement dite de la SNCF et de la fonction publique.

Les journées de manifestations furent autant de temps forts permettant de ressembler largement le monde du travail d'une ville, d'entraîner les travailleurs des petites entreprises, de construire le rapport de force

La grève s'étendit, s'approfondit et dura, portée par un mécontentement qui dépassait les revendications immédiates de la fonction publique. Elle fut le résultat d'une réelle mobilisation militante portée par la CGT dont les cheminots furent la force motrice, l'occasion d'un réel renouveau de formes de démocratie directe, la CGT ne craignant pas d'appeler ses militants à développer des liens entre entreprises pour étendre la grève entre secteurs, catégories ou professions.

Les deux appareils, qui jusqu'alors s'étaient alignés sur la gauche au gouvernement, ne craignaient plus de militer pour la généralisation de la grève, sa reconductibilité au moment où leurs positions institutionnelles et leur crédit auprès des travailleurs étaient menacés.

Cette grève a forcé le gouvernement à reculer sur tous les points ou presque où il avait mené l'attaque contre les travailleurs de la fonction publique sauf sur la Sécurité sociale.

Début de rupture avec la gauche, regain de combativité et de militantisme auxquels le mouvement révolutionnaire n'a pas su donner une perspective

Le mouvement de novembre-décembre a été une véritable libération après plus d'une décennie qui avait vu les appareils se faire ouvertement les alliés du pouvoir contre les travailleurs. La grève a fait découvrir ou redécouvrir la force du monde du travail. Les directions syndicales ont été obligées de mobiliser leur base pour conduire et étendre la grève, les grévistes ont découvert les assemblées générales où ils pouvaient discuter, la solidarité entre grévistes. Nombre d'entre eux ont fait l'expérience qu'il valait mieux propager la grève vers d'autres entreprises, plutôt que de s'enfermer dans la sienne, que la force du mouvement était leur propre mobilisation militante.

Ce regain d'activité ouvrière, de solidarité dans la grève, de contestation globale s'il redonne une dynamique aux appareils syndicaux surtout la CGT, aussi à la gauche face aux nouvelles attaques engagées par la droite, aurait pu ouvrir de nouvelles possibilités dans la direction de la construction d'un parti des travailleurs. L'élection présidentielle de mai 1995 en avait sans ambiguïté mis en évidence

les besoins et les possibilités nouvelles ouvertes par les capitulations de la gauche dans le contexte international d'offensive libérale et impérialiste dont l'effondrement de l'URSS était une des conséquences déterminantes historiquement.

L'écho rencontrée par la campagne menée par Lutte ouvrière autour de la candidature d'Arlette Laguiller ainsi que ses résultats soulignaient ses possibilités.

L'appel lancé par Arlette le soir du premier tour de la présidentielle à la construction d'un parti des travailleurs « *qui manque cruellement* » répondait à ce besoin et reçut un large écho bien au-delà du mouvement révolutionnaire. Mais pour la majorité de la direction de LO, il ne s'agissait en fait que d'un « *simple appel propagandiste* ». Prendre au sérieux cet appel, lui donner un contenu militant, dynamique ainsi que le proposaient les camarades qui ont donné naissance à notre courant après notre exclusion de LO aurait signifié engager une politique démocratique d'unité des révolutionnaires que LO avait pendant longtemps fait sienne. Quand le moment de passer sérieusement aux actes s'est présenté, la direction de LO mise en situation d'impulser cette unité, s'est dérobée.

« *Nous n'avons pas fait appel*, écrivait-elle, *à un regroupement de différentes organisations d'extrême gauche. Le résultat des élections ne changeait absolument pas, de ce point de vue, la situation par rapport à la période précédente. Pas plus qu'avant, il n'y avait aucun progrès, ni quantitatif ni encore moins qualitatif, à attendre d'un simple regroupement des organisations d'extrême gauche existantes. En outre, le contexte actuel, où la principale des organisations d'extrême gauche, et la plus proche de nous, la LCR, et ses scissions ou ses tendances ne conçoivent l'avenir que dans la collaboration avec des forces issues des mouvements alternatifs, ou même de la social-démocratie ou de la droite du Parti communiste - alors même que ces forces, ou sont dérisoires, ou ne veulent de toute façon pas de la Ligue -, n'ouvre en fait même pas la possibilité d'un regroupement des seules organisations qui se revendiquent du communisme ou de la révolution, ne fût-ce que verbalement.* »[1] Le procès et la condamnation étaient faits bien que la LCR se soit adressée à LO pour dire « *chiche* » par un courrier signé d'Alain Krivine, explorons ensemble les possibilités, tentant de surmonter ses errements qui l'avaient conduite à appeler à voter Voynet, Hue ou Arlette !

La question du parti du monde du travail au cœur de l'année 1995

« *Ce n'est qu'un score bien plus élevé, au moins le double, qui aurait pu permettre d'avoir l'espoir que cela se concrétise sur le terrain militant* »[2] écrivait aussi LO commentant les résultats d'Arlette pour se justifier, faisant d'un score électoral la jauge et renvoyant sa dérobade aux conditions objectives pas assez mûres !

Cette dérobade de la direction de LO se conclut par notre exclusion en mars 1997. Elle fut un refus de discussion d'une direction qui ne pouvait assumer sa vérité, ses

propres reniements, incapable de faire face, dépassée par une situation qui pourtant donnait raison à sa politique et son orientation passées. Cette exclusion, si elle fut décidée par une assemblée générale de toute l'organisation, fut la négation même de tout rapport démocratique, refus de discussion, accusations ridicules montées de toutes pièces, calomnies et au final une assemblée générale-procès pour souder par des méthodes stalinienne l'organisation.

LO tournait le dos à sa propre politique pour s'engager dans un cours sectaire sans retour possible.

En avril 1997, au moment où nous nous lançons dans la publication d'un hebdomadaire, *Voix des travailleurs*, tout en engageant des discussions avec l'ensemble des courants révolutionnaires dont la LCR, nous écrivions, essayant de résumer l'enseignement pour nous de cette séquence suite de 1995, dans une brochure intitulée « *Fausse raisons d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture* »[3] : « *La conscience de la nécessité de s'engager pleinement dans la construction d'un tel parti ne peut naître dans une fraction minime de la classe ouvrière qu'à partir de nouvelles déceptions qui éclairent, sans doute possible, le rôle réactionnaire des appareils syndicaux comme des partis de gauche. C'est ce qui se passe aujourd'hui quand chaque nouvelle possibilité de mobiliser pour essayer de recréer la confiance est gâchée par les appareils qui fuient la bagarre. Les mouvements actuels ou l'absence de mouvement révèlent l'incapacité des syndicats comme des partis de gauche à répondre aux aspirations et à la volonté de lutte des travailleurs les plus conscients. C'est sur ce sentiment que nous devons nous appuyer. Il ne s'agit pas de se plaindre que rien ne se passe, mais de montrer les limites qu'imposent l'absence d'un parti et les possibilités. Entre les sympathies, les militants potentiels et les révolutionnaires, il y a l'obstacle de l'opportunisme ouvert ou de la suffisance gauchiste et moraliste.* »

Les possibilités ouvertes pour les révolutionnaires en 1995 se sont confirmées par la suite à la fois par l'impulsion donnée aux luttes et aussi sur le plan politique. C'est ainsi qu'aux élections européennes de 1999, LO et la LCR, unies pour un simple accord électoral, obtenaient 5 député-e-s au Parlement européen sans faire le moindre pas en avant sur le plan politique et organisationnel. L'écho rencontré par nos idées pourtant s'élargissait comme en attestent les résultats obtenus par l'extrême gauche aux élections présidentielles de 2002 et 2007. De ce point de vue, la fondation du NPA en 2009 représentait un pas en avant important malgré le boycott hostile de LO, un pas dans le sens du parti des travailleur-e-s pour lequel nous militions qui représentait au sein de la LCR une clarification au point qu'elle se traduisit immédiatement au moment du congrès de fondation du NPA par une première scission, la Gauche unitaire, puis en 2012 par une nouvelle scission de la Gauche anticapitaliste avant que la section française de la IV organise elle-même la scission au dernier congrès de 2022. Dépassée par le projet qu'elle avait elle-même contribué à impulser, elle crut ne pas avoir d'autre choix

que de saboter le navire, un bilan de faillite qui vient justifier le sectarisme de LO.

Alors que le capitalisme, malade de lui-même, court à la faillite, recommencer les mêmes erreurs serait une abdication

Ce que nous écrivions en 1995 garde sa pertinence, son actualité, alors que le mouvement révolutionnaire est confronté à l'approfondissement, la radicalisation de ce que nous décrivions en 1997, de nouvelles prises de conscience fruits « *de nouvelles déceptions qui éclairent, sans doute possible, le rôle réactionnaire des appareils syndicaux comme des partis de gauche* ». Alors aussi que ce mouvement révolutionnaire perd son âme dans les scissions-exclusions-divisions le vouant à l'impuissance par-delà les proclamations et l'autosatisfaction affichées par chacune de ses différentes fractions rivales.

L'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé après la crise de 2007-2008 a profondément changé les rapports de la bourgeoisie avec le monde du travail. « *Après la crise de 2008, écrit Romaric Godin, le capitalisme français et le capitalisme mondial entrent dans une crise structurelle. Pour les défenseurs du camp du capital, il est plus difficile d'accepter de faire des concessions. Qu'on s'entende bien : il n'y a pas eu de recul fondamental des capitalistes face au travail dans les décennies précédentes ! Mais face à un mouvement social, ils trouvaient des modalités d'agir différentes pour soutenir le taux de profit qui est, depuis cinquante ans, sous une pression négative très forte liée à la baisse structurelle de la productivité.*

La baisse des gains de productivité depuis cinquante ans est un fait et c'est un fait sûr. Face à ce type de situations, les capitalistes n'ont pas 150 solutions. Premièrement, il y a le capital fictif, la financiarisation et la dette mais le système lui-même a rappelé en 2008 qu'il ne pouvait pas aller plus loin. La croissance de la sphère financière s'autonomise de la sphère productive et dépend des politiques monétaires : c'est une pression supplémentaire sur le capital. Il y avait aussi la mondialisation qui s'épuise aujourd'hui : la Chine cherche à sortir du rôle que la division internationale du travail lui a attribué dans les années 1980 et 1990 et s'ajoutent à cela les difficultés liées au Covid. L'augmentation de la durée du travail est la troisième solution : ce peut être l'augmentation de la durée journalière de travail, une augmentation sur l'ensemble de la vie, une augmentation du taux d'emploi, la baisse sous pression du taux horaire de travail, etc. Tout cela touche à la structure et à la régulation du marché du travail en France et c'est lui qui est attaqué en 1993, avec la réforme Balladur. Mais c'est surtout à partir de 2010 qu'on entre dans le dur et qu'on ne veut plus faire de concession au mouvement social. »[4]

C'est cette évolution du rapport entre les classes qui s'exprime à travers les mobilisations qui ont suivi et à travers lesquelles se construit une nouvelle conscience de classe, 2010, puis 2016, 2018, la grève des cheminots, 2018-2019 les Gilets jaunes, avant l'hiver 2019-2020 qui annonce le

mouvement actuel avec en toile de fond la multiplication des grèves pour les salaires contre l'inflation. Le mouvement pour le retrait s'inscrit dans la continuité des mouvements antérieurs, nourri des sentiments et des idées anticapitalistes qui s'y sont forgés et que l'évolution du capitalisme a renforcés. Il n'a pas encore pu se doter d'une direction, de structures démocratiques lui permettant de diriger la lutte, laissant les mains libres à l'intersyndicale. Cette dernière n'a pas craint ni la généralisation ni la reconduction de la grève pour défendre ses propres intérêts tout en organisant la mobilisation cantonnée cependant au cadre institutionnel du dialogue social et faisant tout pour éviter l'affrontement.

Une nouvelle étape du mouvement commence. Tout le monde comprend qu'une défaite laisserait les mains libres à la bourgeoisie pour poursuivre son offensive. Le pire serait une capitulation devant la farce antidémocratique du Parlement alors que le rapport de force commence à se modifier en notre faveur face à un gouvernement affaibli, isolé. Dès maintenant, le mouvement révolutionnaire doit unir ses forces pour aider l'aile marchante de la lutte à rassembler, entraîner, généraliser la grève. Il ne peut être question de céder devant un Parlement qui se bafoue et se ridiculise lui-même.

Il y a urgence à tirer les enseignements du passé. Le mouvement révolutionnaire ne peut continuer ses errements sectaires ou opportunistes. Au regard de la nouvelle période de la guerre et de la mondialisation du militarisme, de la menace de l'extrême droite au bord du pouvoir, elle doit faire face à une urgence impérieuse, celle d'offrir un cadre ouvert et démocratique à la nouvelle génération militante de tous âges qui est entrée en mouvement ces dernières semaines.

Dans ce contexte politique, la capacité à généraliser la grève n'est pas une question de slogan ou de pétition ou d'incantations mais bien de niveau de conscience et d'organisation qui permet d'imaginer, de penser, de formuler une politique d'affrontement avec l'État et la bourgeoisie qui ne sont prêts à aucune concession.

Elle suppose une conscience claire des rapports de force et de la bataille politique avec le pouvoir qui exige une totale indépendance à son égard en comprenant les objectifs de sa politique économique et sociale indissociable de ses objectifs dans la guerre en Ukraine et de la mise en place d'une économie de guerre. Cette question de la guerre concentre les problèmes actuels des grandes puissances occidentales et de l'État français et devient une ligne de démarcation non seulement avec le pouvoir mais avec la gauche politique et syndicale dans toutes ses tendances qui s'inscrit dans la solidarité avec l'État ukrainien soutenu et armé par les grandes puissances et se refuse à dénoncer les responsabilités de ces grandes puissances dans l'agression abjecte de Poutine.

Affronter l'État et la bourgeoisie pour les faire plier sur le terrain social, c'est être prêt à remettre en cause leur politique globale au service du capital tant sur la scène nationale qu'internationale. C'est aussi et surtout être

convaincu qu'un autre monde est possible. Et c'est bien pourquoi toute notre énergie se concentre sur la perspective de l'émergence d'un parti des travailleurs qui passe par une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire. Les luttes en cours en soulignent l'urgence. Le mouvement trotskyste a besoin de rompre avec son propre passé, déterminé et conditionné par une période historique révolue, pour en faire un héritage vivant, une méthode pour penser la nouvelle période du capitalisme financiarisé mondialisé. Il n'est pas possible de tourner le dos à cet tâche, l'urgence en est encore plus pressante qu'en 1995, d'abord dans le feu de l'action, à la base, unifier nos forces dans l'action, les blocages et la grève, pour préparer l'étape suivante, nous donner collectivement

et démocratiquement les cadres organisationnels et programmatiques répondant aux besoins et exigences portés par le mouvement.

Yvan Lemaitre

1 <https://mensuel.lutte-ouvriere.org//lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/17-janvier-fevrier-1996>

2 Ibid

3 <http://vdt.npa-dr.org/brochures/pagebroch.html>

4 <https://www.revolutionpermanente.fr/La-France-a-la-veille-d-une-greve-de-masse-Entretien-avec-Juan-Chingo-et-Romarc-Godin>